

Le trumpisme numérique francophone

Les réseaux sociaux et la propagation du trumpisme

Le rôle joué par les réseaux sociaux dans la conquête et l'exercice du pouvoir par Donald Trump a fait l'objet de nombreuses études, dont la synthèse reste à établir¹. Celles-ci ont mis en évidence la manière dont Trump a utilisé les réseaux sociaux, et en particulier son compte Twitter privé, comme un moyen de s'adresser à son électorat sans passer par les filtres de son cabinet et mais surtout en contournant ceux des médias traditionnels, lesquels lui ont été très rapidement hostiles et que le Président a définis dans un tweet du 16 février 2017 comme les « ennemis du peuple américain ». Ces études rappellent fréquemment que la notion d'*alternative facts* a été lancée par Kellyanne Conway, U.S. Counselor to the President, à l'occasion d'une interview dans *Meet the Press* le 22 janvier 2017, le surlendemain de l'investiture de Donald Trump. L'utilisation par Conway de l'expression « faits alternatifs » pour qualifier ce qui sont en fait des mensonges, des faits non advenus ou fortement transformés, a été largement moquée sur les réseaux sociaux et vivement critiquée par les journalistes et les universitaires. Conway a ensuite défendu son choix de mots, définissant les « faits alternatifs » comme « des faits supplémentaires et des renseignements alternatifs ». Le bilan de cette conception de faits alternatifs a été tiré par le *Washington Post* le 20 janvier 2021, dernier jour de la présidence de Donald Trump : celui-ci est crédité par le quotidien de pas moins de 30 573 affirmations fausses ou induisant en erreur durant les quatre années de son mandat.

La focalisation du discours journalistique sur les pratiques personnelles de communication de Trump a probablement contribué

¹ Cet article est la version abrégée d'un rapport plus détaillé, disponible sur le site de l'auteur <https://andrelangemedart.academia.edu/> et sur celui de l'INRER <https://www.inrer.com>

à estomper le fait que ces pratiques (approximations factuelles, simplifications manichéennes, termes agressifs et haineux,...) s'inscrivaient dans une tendance de la communication politique qui s'est développée aux États-Unis depuis les années 90 et que Jeffrey M. Berry et Sarah Sobieraj ont qualifiée, dès 2014, de *Outrage Industry*¹. C'est également à partir de la fin des années 90 et en parallèle au développement des médias de la droite dure (*FoxNews*, *Breitbart*,...) que s'observe le phénomène du *trust gap*, c'est-à-dire de la tendance des électeurs conservateurs de ne plus prendre en considération les sources d'information des médias traditionnels (*New York Times*, *Washington Post*, networks, CNN,...), considérés comme nécessairement acquis au progressisme du Parti Démocrate.²

De même la focalisation sur le personnage de Trump a-t-elle conduit à négliger l'étude du mouvement collectif de recours aux réseaux sociaux par ses soutiens. Celui-ci a pourtant été souligné par un des collaborateurs de Trump durant la campagne électorale de 2015-2016, le Lieutenant Général à la retraite Michael T. Flynn. Connu pour avoir mis en place des nouvelles méthodes d'analyse des réseaux d'Al Qaida, promu directeur de la Defense Intelligence Agency (DIA) et invité à prendre sa retraite par l'administration Obama après avoir proposé une réforme trop radicale des services d'*intelligence*, Flynn a soutenu Trump dans sa campagne de 2016.³ Lors d'une conférence du mouvement de jeunesse conservateur Young America's Foundation, le 12 novembre 2016, Flynn a expliqué que les élections du 8 novembre 2016 n'avaient pas été une élection normale, mais une « révolution », une « élection numérique »⁴. Après avoir donné un exemple de l'utilisation de Twitter pour mobiliser le public à l'occasion d'un meeting de Trump dans une petite localité

1 J.M. Berry, S. Sobieraj, *The Outrage Industry: Political Opinion Media and the New Incivility*, Oxford University Press, 2014.

2 Hemmer, *Messengers of the Right : Conservative Media and the Transformation of American Politics*, University of Pennsylvania Press, 2016.

3 Sur Flynn, voir J. Kirtfield, "How Mike Flynn Became America's Angriest General", *politicomagazine.com*, 16 October 2016; P.W. Singer and E.T. Brooking, *LikeWar: The Weaponization of Social Media*, New York, Houghton Mifflin Harcourt, 2018, pp. 90-92

4 « Lieutenant General Michael T. Flynn », Chaîne Youtube de la Young America's Foundation, 14 November 2016. La version intégrale de la vidéo a été vue plus de 67 000 fois, mais de nombreuses versions courtes, reprenant le passage sur les *digital soldiers* sont disponibles.

du Colorado, il expliquait l'importance des « soldats numériques » pour assurer la victoire de son candidat.

L'idée de *digital soldier* va être reprise par le mouvement QAnon, qui naît en novembre 2016 à l'occasion du PizzaGate ¹. L'essor aux États-Unis du mouvement QAnon, analysé par Jake Wright comme un « nihilisme épistémique » ² a émergé le 28 octobre 2017 sur la page 4chan'sa / pol / dans un fil de discussion intitulé « Calme avant la tempête », lorsqu'un utilisateur anonyme se connectant en tant que « Q » a déclaré que « *Hillary Clinton sera arrêté entre 7 h 45 et 8 h 30 HNE le lundi - le matin du 30 octobre 2017* ». Le nom de plume de Q fait référence à l'autorisation « Q », un niveau d'autorisation du ministère de l'Énergie des États-Unis. Né dans un contexte apparemment ludique de création de canulars, QAnon s'est progressivement développé comme un véritable mouvement idéologique, au profil mouvant, en raison de sa dimension de processus collectif de narrations fantaisistes, mais dominé par un discours anti-institutionnel, antiélitiste et potentiellement subversif. Le discours QAnon se caractérise par l'affirmation que Donald Trump est porteur d'un plan visant à démasquer une mafia pédo-satanique, supposée régner sur l'État profond (*Deep State*), dominé par le Parti Démocrate et ses leaders (Obama, Hillary Clinton, Joe Biden) qui devront être arrêtés. La composante antisémite du mouvement a aussi retenu l'attention des observateurs. Le 30 mai 2019, le FBI a publié, en visant QAnon, un communiqué soulignant la dangerosité des idéologies conspirationnistes, susceptibles de conduire à des actions violentes.

Trump a maintenu à l'égard de QAnon une attitude ambivalente. Le 19 août 2020, il a publiquement apprécié leur soutien, tout en affirmant qu'il ne les connaissait pas personnellement, mais il a, à diverses reprises, retweetés des messages venant de leaders de QAnon et des vidéos de sa campagne contenaient diverses référé-

1 Le Pizzagate est une narration complotiste lancée en novembre 2016 sur les réseaux sur les sites 4chan, Reddit et sur Twitter selon laquelle existerait un réseau de pédophilie impliquant John Podesta, ancien directeur de campagne d'Hillary Clinton. Gabriele Consentino considère qu'il s'agit de l'esquisse (*blueprint*) des théories conspirationnistes. Voir G. Consentino, *Social Media and the Post-Truth World Order: The Global Dynamics of Disinformation*, Champ, Springer Nature Switzerland, 2020; pp.60-73.

2 J. Wright, "Towards a response to epistemic nihilism", *PhilPapers*, January 2021.

rences visuelles au mouvement¹. Selon *Newsweek*, Trump a retweeté plus de 250 messages émanant de comptes liés à QAnon². Ethan Zuckerman, directeur du MIT Center for Civic Media, n'a pas hésité à déclarer qu'après sa défaite électorale, Trump était devenu « full QAnon »³. Les investigations judiciaires et l'étude scientifique de l'utilisation des réseaux sociaux pendant la campagne de 2020 par Trump, QAnon et les autres mouvements de l'extrême-droite, mais aussi dans la campagne #StoptheSteal qui a suivi et conduit à l'attaque du Capitole le 6 janvier 2021 ne font que commencer.⁴

La fable dite du Kraken, promue par l'ancienne avocate de Flynn, Sidney Powell, fable selon laquelle la victoire de Joe Biden est due, dans divers États, au fait que le comptage des votes résulte d'une manipulation des ordinateurs Dominion par Cuba, la Chine et l'Iran, trouve ses origines dans le mouvement QAnon. Il est probable que Powell ait proposé l'histoire à Trump dès le 4 novembre.⁵ La fable, que la presse française n'évoquera qu'à la mi-décembre, prend de l'ampleur à partir du 8 novembre lorsque Sidney Powell fait ses premières déclarations sur le sujet.⁶ Trump lui-même relaye les accusations dans un tweet du 12 novembre. Le « Kraken » a fait l'objet de cinq procès, perdus par Sidney Powell et ses associés⁷. Avocat officiel

1 E. Dickson, "A Timeline of Trump's QAnon Presidency", Rollingtones.com, 27 October 2020 ; "Trump praises QAnon supporters: 'I understand they like me very much'", Axios.com, 20 August 2020.

2 E. Palmer, « Donald Trump Has Promoted QAnon-Linked Twitter Accounts More Than 250 Times », newsweek.com, 16 October 2020.

3 A. Rath, M. Baskin, "Trump Appears To Have Gone Full QAnon," UMass Internet Scholar Says", wgbh.com, 7 January 2021.

4 Parmi les premières publications sur la campagne #StoptheSteal, voir E. Ferrara et al., "Characterizing social media manipulation in the 2020 U.S. presidential election", *First Monday*, Volume 25, Number 11, 2 November 2020. ; S. Lamy, "Désinformation, cas d'école : la campagne StoptheSteal", INER, 14 novembre 2020, <https://iner.org/2020/11/desinformation-cas-decole-la-campagne-stopthesteal/>

5 J. Swan, Z. Basu, « Episode 2: Barbarians at the Oval », axios.com, 17 January 2021.

6 P. Geller. « Attorney Sidney Powell Drops Massive Bomb: 'We've Identified 450,000 Ballots That Miraculously Only Have a Vote For Joe Biden' », Gellerreport.com, 8 November 2020.

7 Sidney Powell a annulé les recours en appel en Géorgie et au Michigan mais a maintenu un recours devant la Cour Suprême.

de Trump, Rudy Giuliani a lui aussi accusé Dominion d'avoir faussé les résultats dans le Comté d'Antrim (Michigan). Le 19 janvier 2021, Sidney Powell a retiré la plainte en appel auprès de la Cour Suprême. Dominion a intenté des procès en diffamation contre Powell et Giuliani et menacé de procès divers protagonistes, dont les chaînes Newmax et OANN qui avaient relayé l'information.

Les soutiens de Trump en France

Le trumpisme a trouvé en France un terrain favorable pour se développer dans la mesure où la critique, voire le refus, des médias traditionnels est une des composantes fortes des mouvements d'extrême-droite et qu'elle a été fortement développée par le Front national, avant sa phase de « dédiablement ». Elle s'est illustrée avec la popularisation sur Internet, à partir de 2007, de mots-valises infamants tels que *merdias* ou *journalopes*... C'est durant la fin de la première décennie du siècle que s'établit en France un phénomène de *trust gap* similaire à celui observé aux États-Unis dès la décennie précédente. Les dernières années de la première décennie sont marquées par l'essor de la *fachosphère*, terme que Daniel Schneidermann, directeur du site critique *Arrêts sur images*, revendique d'avoir lancé en 2008¹. Le développement des forums et des réseaux sociaux a permis le développement d'une stratégie renforcée de communication des militants d'extrême-droite inspirée des pratiques qui ont permis la victoire de Trump aux États-Unis et compliqué l'observation de ces stratégies. Forums et réseaux permettent le recours à l'anonymat et des formes plus dynamiques de communication (« trolling », humour décalé, usage de mèmes, mais aussi harcèlement, insultes et propos haineux).

Droite et extrême droite souverainistes

La candidature et la victoire de Trump aux élections présidentielles de 2016 ont été bien accueillies par l'extrême-droite française, qui a rapidement identifié dans les thématiques du Président milliardaire des similitudes avec les siennes : patriotisme économique en opposition au libre-échange et au mondialisme, lutte contre

¹ Dominique Albertini et David Doucet, *La Fachosphère : Comment l'extrême droite remporte la bataille du net*, Flammarion, 2016.

l'immigration, dénonciation du pouvoir des médias traditionnels, critique de la puissance de la Chine...). Le trumpisme se caractérise aussi par une valorisation du personnage Trump et de sa famille et converge souvent, en 2020, avec la dénonciation des politiques sanitaires contre la pandémie de la Covid-19 (critique des mesures visant à promouvoir le port du masque, la distanciation sociale, le confinement, la vaccination...). En France, la politique « pro vie » de Trump et de son Vice-Président Mike Pence a également séduit les milieux catholiques traditionnalistes. L'extrême-droite va également s'emparer du thème de la dénonciation du pouvoir de l'État profond (« Deep State »), prenant en charge une expression popularisée par Trump à partir de 2018, mais qui, en France, faisait partie du lexique des politologues et de certains journalistes de gauche.¹

Marine Le Pen a affirmé son soutien à Trump dès mars 2016 et a invité à deux reprises Steve Banon, ancien conseiller stratégique de Trump, à des congrès du RN. D'autres porte-parole du RN (en particulier l'avocat Gilbert Collard), mais aussi les concurrents dans le champ politique du souverainisme de droite (Marion Maréchal Le Pen, Nicolas Dupont-Aignan, Florian Philippot, François Asselineau, Jean-Yves Poisson, Charles Gave...) n'ont pas manqué de formuler à de nombreuses reprises leur admiration pour le candidat américain. Trois des vidéos de François Asselineau sur les élections américaines ont été vues plus d'un demi-million de fois chacune, soit un niveau quasi comparable aux vidéos les plus vues de Radio Canada ou de France 24, les deux chaînes Youtube les plus suivies sur le sujet. Philippot a quant à lui consacré pas moins de 16 interventions vidéos aux élections américaines, qui ont réalisé entre 83 000 et 165 000 vues.

¹ La notion d'« État profond » apparaît au départ dans les études sur le système politique de la Turquie. Le sociologue Hervé Sciarret semble être le premier à l'avoir utilisée à propos des États-Unis, H. Sciarret, « États-Unis : Les sommets de l'État profond », *Mouvements* 2003/1 (no25), pp.99-102. Elle est notamment utilisée par divers journalistes de Mediapart, dont Edwy Plenel. Aux États-Unis, l'expression apparaît en 2014 mais va surtout être popularisée par Trump à partir de 2018, dans le contexte de polémiques autour de la publication du rapport Muller sur le RussiaGate. Voir notamment Z.J. Jacobson, "How paranoia about the 'deep state' brought down a president", *washingtonpost.com*, 18 April 2019.

Journalistes, éditorialistes, écrivains et universitaires

On peut également dénombrer une bonne quarantaine de personnalités publiques, journalistes et éditorialistes, écrivains, avocats, ayant accès aux médias traditionnels et aux divers réseaux sociaux, et qui n'ont pas manqué de manifester leur admiration et leur soutien à Donald Trump.

Principaux médias		Nombre d'abonnés (janvier 2021)		
		Twitter	Facebook	Youtube
Pascal Praud	Cnews	137 500	—	—
G-William Goldnadel	RMC, i24News, TV Libertés	137 400	4 087	—
Jean Messiha	CNews	127 800	43 545	30 700
André Bercoff	Sud-Radio, LCI, RT France	111 400	—	—
Eric Zemmour	Cnews, Figario Live	98 600	—	1 435
Ivan Rioufol	CNews	82 800	—	—
Michel Onfray	CNews, Front populaire	81 000	156 064	63 400
Mathieu Bock-Coté	Europe 1, France-Inter, BFM-TV	80 100	14 772	—
Sonia Mabrouk	C News	65 700	—	—
Pierre Sautarel	Fdesouche	64 700	—	—

Source : l'auteur

Si Éric Zemmour est probablement l'éditorialiste qui obtient les plus larges audiences en télévision, on ne peut manquer d'observer les audiences d'André Bercoff, dont deux émissions avec Charles Gave ont obtenus 510 000 et 550 000 vues sur YouTube. On ne s'étonnera pas de trouver parmi ces personnalités publiques les philosophes Michel Onfray et Luc Ferry, le théoricien du « grand remplacement » Renaud Camus, un des fondateurs du Club de l'Horloge, Jean-Yves Le Gallou, ou encore des défenseurs du négationnisme tels que Paul-Éric Blanrue et l'animateur Dieudonné.

Donald Trump ne semble par contre pas avoir séduit les milieux universitaires français, à l'exception notable de l'historien Edouard Husson, spécialiste de l'historiographie du nazisme, ancien Vice-Chancelier de l'Université de Paris et qui, venu de l'europhisme des Jeunes Giscardiens, s'est rallié à la fin des années 90 au souverainisme et, dès 2016, au trumpisme. À travers divers exposés sur sa chaîne Youtube et des interventions sur RT France, TV Libertés, NTD, Le Courrier des stratégies, dans *Boulevard Voltaire*, *Atlantico* ou encore sur le blog royaliste *Je suis français*, Husson s'est fait le défenseur le plus ardent de Trump en France, qu'il n'hésite pas à comparer au Général De Gaulle. Husson présente le Président sortant comme victime de la fraude, d'un « coup d'État du Parti démocrate » et d'une attaque du Capitole menée par les antifas, ceci en déformant chiffres, textes légaux et faits les mieux documentés. Se présentant comme un disciple « Old Whig » de Edmund Burke et prenant comme références pour les États-Unis les analyses du sociologue conservateur Christopher Lasch ou encore le pamphlet *Liberal Fascism* de Jonah Goldberg, ouvrage qui défend la thèse que le fascisme est né avec la Révolution française¹, Husson plaide pour l'alliance des conservateurs, des populistes et des républicains. Proche de Marion Maréchal Le Pen, il semble désormais préférer au statut d'historien et de notable universitaire celui d'intellectuel le plus érudit de la droite catholique française et de soi-disant « Ministre des Affaires européennes » dans le Gouv, un gouvernement factice prétendant être celui des Gilets jaunes.²

Médias traditionnels, médias de « réinformation » et de « soft power »

À défaut de bénéficier de la sympathie des grands médias francophones, Trump a néanmoins bénéficié d'une approche favorable dans différents médias traditionnels de droite (*Le Figaro*, *Valeurs actuelles*, CNews ou encore Sud-Radio). Sur Internet, un journal *pure player* tel qu'*Atlantico* a généralement publié des analyses favorables à Trump. Mais Trump a également bénéficié d'un soutien marqué

1 J. Goldberg, *Liberal Fascism: The Secret History of the American Left, From Mussolini to the Politics of Meaning*, Doubleday, 2008.

2 « Premier conseil des ministres du Gouv : Édouard Husson (ministre des Affaires européennes) », Chaîne Youtube du Gouv, 27 septembre 2020.

des sites de « réinformation » de l'extrême-droite, ainsi que des sites et comptes sur réseaux sociaux de médias américains (Dreuz Info, NTD TV), russes (RT France, Sputnik France) ou encore israélien (Europe-Israel). Dans le cas des médias traditionnels de droite, la présentation des nouvelles est restée relativement factuelle, mais ce sont surtout les éditorialistes qui ont donné la tonalité pro-Trump. Le cas de RT France est plus complexe, dans la mesure où la chaîne a fait preuve d'un pluralisme certain dans le choix des commentateurs invités, mais la majorité de ceux-ci étaient nettement des trumpistes revendiqués.

**Principaux médias en ligne de «réinformation»
ou de «soft power» soutenant Trump**

	Nombre d'abonnés (janvier 2021)		
	Twitter	Facebook	Youtube
Le raptor	212 100	126 638	699 000
RT France	162 600	1 569 600	762 000
Sputnik France	89 500	798 464	132 000
TV Libertés	86 100	255 130	299 000
Fdesouche	85 700	271 698	717
Infos françaises	73 900		
France-Soir	46 500	123 292	230 000
Stalker	36 000		
L'info libre	30 400	5 486	30 400
Dreuz Info	27 400	45 921	—
Contrepoints	23 500	56 930	
Citoyens.Français	20 400	—	
Planete360	15 800	128 187	139 000
AgoraVox	15 100	60 488	

Europe Israel	13 500	88 799	2 100
Radio Courtoisie	9 218	22 357	
Breizh Info	9 045	25 518	
Présent	5 361	5 390	
AlertesInfosUSA	7 668	–	
BonSens	5 258	26 952	
DesFaits	4 806	19 106	
NTD Français	2 020	54 186	115 000
Le Media en 4-4-2	1 909	7 120	

Source : l'auteur

Le Comité Trump France

Dès l'été 2015 un travail de promotion de Donald Trump, encore candidat, s'est mis en place en France, essentiellement par le biais de Twitter. L'organe le plus évident est le Comité Trump France¹, une association qui a son siège aux Champs Élysées et qui a été fondée en août 2016 et s'est présentée à la presse le 24 septembre 2016². Les deux porte-parole du comité sont Georges Clément, Président et Vivien Hoch, Secrétaire général. Georges Clément, un conseiller en entreprise, né à Oran en 1944, poète, romancier et écrivain, auteur d'un essai anti-mondialiste.³ Il a été militant du mouvement «Révolution bleue», lancé par Claude Reichman après les émeutes

1 Le Comité Trump France est très présent sur Internet à travers un site web, des comptes Twitter, Facebook, etc. Notons également la présence sur Twitter des Comité Trump Bretagne et Comité Trump Belgique utilisant le même logo tricolore, où la coiffure de Trump rappelle la flamme du logo du FN.

2 S. Henry, « Qui sont ces fans français de Donald Trump ? «Nous sommes là pour sauver la France et l'Europe» », Ici.fr, 24 septembre 2016 ; « Chez les soutiens français de Trump, on parle beaucoup de "homme blanc" », nouvelobs.com, 28 septembre 2016 ; M. Lehot et C. Pétréault, « Ils réclament la «trumpisation de la France», lepoint.fr, 8 novembre 2016 ; sputniknews.fr, 9 novembre 2016.

3 G. Clément, *Les peuples contre les États : la souveraineté confisquée*, New York Paris, Mercuriol : Yvelinédition, 2018.

de 2005 et a fondé en 2002 le Comité de Lépante, pour s'opposer à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Il a été en France un militant trumpiste de la première heure. Il participe le 28 mai 2016 aux « Rencontres de Béziers », organisées par Robert Ménard et où se retrouvent les principaux porte-parole de la droite identitaire (Jean-Yves Le Gallou, Alain de Benoist, Renaud Camus). Interviewé à cette occasion par RT France, il souligne surtout la politique antimigratoire de Trump et évoque un soi-disant retrait des libertés aux citoyens américains par les Démocrates¹.

Vivien Hoch, docteur en philosophie de l'Institut catholique de Paris, auteur d'une thèse de doctorat sur Thomas d'Aquin, non publiable parce que trop médiocre selon son directeur, est un conseiller en communication, CEO de la Société Épiphanie Communication. Il s'est fait connaître à l'occasion de la Manif pour tous, dont il a été un des responsables de la communication.² Se définissant comme « Digital Evangelist », spécialiste de philosophie médiévale, de bioéthique et de phénoménologie, il publie un blog de réflexion philosophique et théologique et notamment publié dans la revue chrétienne *Liberté politique* un essai polémique « L'uberisation des médias, une chance pour défaire la parole dominante ? »³ qui, tout en citant Nietzsche, Peter Sloterdijk et Umberto Eco, reprend en fait la notion trumpienne d'*alternative facts* et critique les ripostes qui ont été apportées par les médias aux pratiques de désinformation (critique du concept de « post-vérité », de la pratique du *fact checking*) et va jusqu'à parler d'« eugénisme médiatique ».

Depuis sa création, le Comité a fait preuve d'un soutien sans faille à son héros. Il a organisé une manifestation de soutien samedi 10 novembre 2018, place des États-Unis à Paris, à l'occasion de la visite du président américain, pour les cérémonies du centenaire de l'armistice du 11 novembre 1918. Sa présence sur Internet se manifeste à travers un site web, une page Facebook (14 348 abonnés au 19 janvier 2021

1 « En continu », RT France, 28 mai 2017 ; « En France, les fans de Trump flirtent avec l'extrême-droite », bfmtv.com, 5 juillet 2016.

2 Nolwenn Le Blevenec, « Cet homme est le plus grand fan français de Donald Trump », nouvelobs.com, 21 novembre 2016.

3 V. Hoch, « L'uberisation des médias, une chance pour défaire la parole dominante ? », *Libertés politiques*, 2019,

et 12 357 personnes qui aiment), un compte Twitter (36 500 abonnés au 19 janvier 2021).

D'autres comptes francophones dédiés à Trump se créent par la suite, sans qu'il soit possible d'en identifier les éditeurs : Trump Fact News (lancé en janvier 2016 à partir des États-Unis, comptant 15 000 abonnés en janvier 2021) ; Donald T R U M P France (septembre 2016 ; 36 200 abonnés en janvier 2020) ; Trumpfrance info, (lancé en 2018, 23 600 abonnés en janvier 2021).

Les soldats numériques du trumpisme francophone

Moins visible, mais peut-être beaucoup plus prégnant est le développement d'un réseau de « soldats numériques » qui se met en place durant l'été 2020. Alors que « soldat numérique », au singulier, n'apparaît que dans 7 tweets en 2019 et dans 30 au pluriel, on en trouve 180 et 580 occurrences en 2020. Plusieurs tweeteurs se présentent dans leurs profils comme « soldat numérique ».

Ce succès rapide correspond à l'essor du mouvement QAnon dans l'espace francophone. Ces chiffres, collectés fin janvier 2021 sont certainement sous-estimés car de nombreuses occurrences ont probablement disparu des archives de Twitter à l'occasion de la purge effectuée au lendemain de l'attaque du Capitole à l'encontre des comptes du mouvement. Cette purge a relativement peu touché les comptes français, mais elle a fait disparaître de nombreux sites québécois, en particulier le compte Radio-Québec d'Alexis Cossette-Tudel, qui a fait le lien entre le mouvement né aux États-Unis et la France. Issu des milieux nationalistes québécois, détenteur d'un doctorat en théologie, Cossette a été très impressionné par l'importance des réseaux sociaux dans la campagne de Trump en 2016 et devient un admirateur du Président. Il lance sur Youtube la chaîne Radio-Québec, qui, va connaître un succès foudroyant dès lors que Cossette y présente des thèses complotistes sur la pandémie de la Covid-19 et des accusations de pédophilie à l'encontre du Premier Ministre canadien Julien Trudeau. À la mi-septembre 2020 sa chaîne compte 114 000 abonnés, à comparer avec les 264 000 abonnés de Radio-Canada. Les comptes de Cossette sont fermés en octobre par Facebook (77 000 abonnés), puis par Youtube. Cette « censure » par les réseaux sociaux fera de Cossette une figure héroïque pour les conspirationnistes et les trumpistes français.

Le conspirationniste français le plus comparable à Cossette est certainement Silvano Trotta. Cet entrepreneur alsacien, friand d'abductions, épris de théories farfelues sur les OVNI, la lune creuse, les thérapies hypnotiques, a émergé durant l'année 2020 comme un des figures de proue de l'opposition à la politique sanitaire nécessitée par la pandémie du Covid-19. Il attribue cette pandémie à Bill Gates, à l'industrie pharmaceutique et aux gouvernements. Il s'oppose au port du masque, au confinement et se montre très suspicieux vis-à-vis des politiques de vaccination. Sa chaîne Youtube compte en janvier 2021, 175 000 abonnés auxquels il faut ajouter 56 000 sur sa chaîne Odysée et plus de 63 000 abonnés à son compte Twitter. Il a également été un des invités vedettes du film conspirationniste *Hold-Up*, lancé le 11 novembre 2020 et vu par près de 2,5 millions de personnes en une semaine. Ses interventions sur Tweeter concernant Trump ne commencent qu'en mai 2020, mais, sans se spécialiser sur le sujet, il obtient rapidement un nombre de likes plus élevés que nombre d'autres comptes, y compris celui du Comité Trump France. Il touche aussi probablement un public moins directement politisé que celui des comptes politiques ou des comptes des médias de « réinformation ».

C'est également au printemps 2020 qu'apparaissent différents sites revendiquant une affiliation à QAnon et dont l'organisation et la mise en page témoignent d'un relatif professionnalisme : le site Qactus / L'informateur et une famille de sites proposant des vidéos accessibles via les réseaux classiques YouTube, Twitter ou Facebook. Les fermetures de comptes opérées par ces plates-formes en janvier 2020 ont conduit les militants QAnon à trouver refuge, ou, à tout le moins à préparer des positions de replis sur des plates-formes ne pratiquant pas la modération : Odysée, Rumble, Gab, Telegram et le réseau social russe VK.

Le site Qactus / L'informateur, probablement issu d'une collaboration entre soldats numériques québécois et français, reprend la démarche des sites de « réinformation » mais en présentant des informations, parfois attribués à Q (« Q Drops ») ou émanant du complotiste américain Robert David Steele : informations souvent fantaisistes relatives à des manœuvres militaires, des actions d'espionnage, à la pandémie, aux élections américaines et à la politique française. Il est aussi celui qui donne aussi écho à cette nouvelle forme d'antisé-

mitisme qu'est le récit de la domination du monde par une supposée mafia khazare, dont les Rothschild et les Rockefeller sont présentés comme les figures dominantes¹. Le site n'indique aucune adresse ou éditeur responsable, mais signale quatre « groupes QAnon » francophones : Alexis Cossette, Silvano Trotta, Mohammed Diallo Live (un animateur radio en Côte d'Ivoire et qui touche essentiellement un public africain) et L'Alliance Humaine 2020, une association créée par Antoine Cuttitta, un conseiller en communication, qui avait créé le mouvement Union pour la France, soutien de Nicolas Sarkozy. Il signale aussi d'autres chaînes, ne se revendiquant pas de QAnon, mais considérées comme proches : entre autres Pro Fide Catholica (animée par le journaliste complotiste et ésotérique Laurent Glauzy), NTD, liée à la chaîne NDTV, ou encore Rémy Daillet-Wiedermann, un ancien cadre régional du Modem qui propose ouvertement l'organisation d'un coup d'État visant à renverser la Vème République.

La présence de QAnon dans l'espace numérique francophone s'est surtout manifestée depuis mai 2020 par l'apparition d'une famille de sites proposant des vidéos commentant l'actualité américaine ou proposant des traductions de vidéos d'origine. La plupart de ces chaînes sont fédérées par le site Fils du Pangolin, animé par un certain Julien, qui les présente comme la « Team doublage ». Cette équipe regroupe, outre Fils de Pangolin, La Croix du Sud, Quadrillage Trad, Neuf de Cœur, Quantum Leap Trad, Jeanne Traduction, Miss Red Pill, CosmiQ TV, Agent Bien Protégé et Médiaport. Pour améliorer la productivité de ces chaînes de doublage, et notamment éviter les doublons, a été mise en place la plate-forme Trad.pub². Celle-ci permet de repérer les vidéos dont la traduction est demandée et de répartir le travail entre le pool de traducteurs. Fin janvier 2021, Trad. pub déclarait regrouper 327 traducteurs et traductrices, ayant traduit 278 heures de programmes, soit 489 vidéos. 21 chaînes Youtube ou Odysée ont recouru au service de Trad.pub.

L'équipe LesDéQodeurs propose quant à elle un site web, une chaîne vidéo sur la plate-forme Odysée, et des *tchats* diffusées en *live* sur différents forums. Réunis en visioconférence autour de Léonard Solji, Pépito Rudy, Mike et Raphaël commentent l'actualité de l'élec-

1 « Les parrains de la mafia khazare », Qactus.fr, 29 janvier 2021.

2 <https://www.transcript.pub/>

tion présidentielle, sur un mode souvent enjoué¹. Le site met à disposition une « armurerie » de vidéos souvent empruntées au réseau Trad.pub.

À la même génération, sinon au même réseau, appartient aussi la chaîne d'information YouTube *Le Raptor*, animée par Ismaïl Ouslimani (né en 1993), jouant sur une présentation caricaturale de l'actualité, caractérisée par un débit oral et un montage extrêmement rapides, mêlant incrustations, animations, références aux jeux vidéo et mêmes moqueurs séduit un public jeune. (699 000 abonnés sur Youtube, 212 000 sur Twitter). Sa vidéo « Je balaye les Bobos Anti-Trump », publiée le 27 février 2017, a été vue plus de 4 millions de fois, tandis que celle, plus récente « Trump va-t-il quitter la Maison Blanche ? », définissant les élections américaines comme « une partie de *Among Us* avec au moins 1 imposteur » publiée le 9 novembre, a été vue 433 000 fois.

Nombre d'abonnés aux principaux comptes de la mouvance QAnon francophone (janvier 2021)

	Youtube	Odysée	Rumble	Site web	Twitter	Facebook	Gab	Telegram	VK
Silvano	175 000	55 938		x	63 800	278	3 900	4 165	18 000
Vivre sainement	118 000	67 791			11 900	9442	37		
Radio Québec	114 000 (*)	48 610	x		52 200 (**)	70 000	6 000	1 852	
Fils de Pangolin	103 000	34 180	x	x	32 400	33 559	3 300	6 040	
MK-Polis A Lebreton	96 500	4 177		x	8 982		46		
La Croix du Sud	67 800	16 341	x	x	24 200	10 463	1 100	3 196	

1 W. Andureau, « 'Si rien ne se passe, on va passer pour des cons' : comment une chaîne complotiste QAnon a vécu l'investiture de Joe Biden », lemonde.fr, 21 janvier 2021

Alliance humaine 2020	65 700			x	268				
Mohamed Diallo	60 000		x	x	14 900	36 730			
Traduction et réinformation	32 400				3 356				
Digital World Citizen	25 600	1 813			10 400	2 275			
Les Dégodeurs	(***)	25 565	x	x	2 177			23 694	
Alexandre Lebreton	20 800	740		x					166
Quadrillage Trad	20 700	8 213	x		3 553		940		
Miniver 1984	19 600	20 322		x			1 100	908	
DéQoupeurs	17 200	4 514							
Quantum Leap Traduction	16 000	6 778			984		604		
CosmiQ TV	14 700	4 251			1 385				
Mediaport	14 539	10 949			1 913			326	
Jeanne Traduction	13 800	17 815	x		17 700	3 391	-	1 760	
TRump2020 VOST	7 780	3 502							

(*) décembre 2020. Suspendu en janvier 2021 (**) au moment de sa suspension (octobre 2020) (***) Chaîne suspendue mais les vidéos sont reprises par d'autres comptes dont Restons connectés (3200 abonnés).

Source : l'auteur

À ces sites ou chaînes clairement identifiables comme liées à la mouvance QAnon, il faut ajouter plusieurs centaines de comptes Twitter ou Facebook de « soldats numériques » ayant défendu Donald Trump, et qui sont inspirés par l'idéologie QAnon, ou plus classiquement, par les discours politiques des différents partis d'ex-

trême-droite ou encore faisant référence dans leur profil aux principaux éditorialistes (en particulier Éric Zemmour, André Bercoff et Charles Gave). Au moins 40 de ces comptes réunissent plus de 10 000 abonnés, et au moins trois d'entre eux sont suivis par plus de 50 000 abonnés. Bien sûr chacun de ces comptes à son idiosyncrasie propre, mais ils ont des traits communs réunissent la plupart d'entre eux : admiration pour Trump, souvent accompagnée d'une admiration pour Vladimir Poutine, critique de la pandémie comme résultant d'un complot de l'État profond, critique de la « dictature sanitaire » d'Emmanuel Macron et de son gouvernement, critique de l'immigration, de l'islamisme, du mondialisme, de l'Union européenne.

Les trumpistes français face à la transition post-électorale

La période qui va de la journée électorale (3 novembre 2020) à la cérémonie d'investiture de Joe Biden et Kamala Harris (20 janvier 2021) a donné lieu sur Internet, et en particulier sur Twitter, à des évolutions très différentes des sympathisants et militants trumpistes francophones. Ces évolutions reflètent celles que l'on a pu observer chez les politiques et commentateurs américains.

Les réalistes

La première ligne d'analyse de la période de transition peut être qualifiée de « réaliste ». Elle fut le fait de quelques élus républicains qui, dans les jours suivant la proclamation de la victoire de Joe Biden par les médias, ont reconnu et admis cette victoire et félicité le Président-élu. Aux États-Unis, les personnalités du Parti républicain n'ont pas été très nombreuses à reconnaître d'emblée la victoire du candidat démocrate : un article publié par NBC le 10 novembre dénombrait 10 sénateurs (dont Mitt Romney) et 7 députés. Cette position réaliste, et conforme à la tradition selon laquelle les calculs des médias sont considérés comme suffisamment fiables pour déterminer le Président-élu, a également été suivie par la plupart des dirigeants occidentaux, qui ont félicité Biden dès le 7 novembre. Parmi les sympathisants trumpistes français, c'est aussi la position qui a été suivie par la plupart des médias traditionnels (*Le Figaro*, *Valeurs actuelles*, CNews) ou d'un commentateur tel que Jean Messiha.

Les loyalistes

Un deuxième ligne peut être définie comme loyaliste. C'est celle, aux États-Unis, d'un nombre importants d'élus Républicains, dont Mitt McConnell, le Président du groupe Républicain au Sénat : elle consistait à ne pas reconnaître publiquement la victoire de Biden et à reconnaître que le Donald Trump avait le droit d'introduire des recours en cas de suspicion de fraude. Les tenants de cette position affirmaient cependant la nécessité de respecter le calendrier prévu par la Constitution et ont reconnu la victoire de Biden après le vote du Collège électoral, le 14 décembre. Vladimir Poutine, qui n'avait pas félicité Biden au lendemain du 7 novembre a également suivi cette attitude formaliste, justifiée en droit. En France, c'est à partir de cette date que divers éditorialistes tels qu'Éric Zemmour ou encore François Asselineau ont reconnu que l'élection de Biden était inéluctable.

Les procéduriers séditieux

La troisième ligne, que l'on peut définir comme procédurière séditieuse, a été celle de l'équipe de campagne de Trump, de ses conseillers juridiques, en particulier Jenna Ellis et Rudy Giuliani. Elle a consisté à alléguer différentes formes de fraude (trafic de bulletins, comptages échappant à la surveillance des observateurs, listes électorales avec des électeurs fictifs ou décédés, biais introduits par les logiciels Dominion et Smartmatic,...) ou la légalité de certains votes (en particulier ceux résultants des modifications électorales visant à favoriser le vote par correspondance). Cette stratégie mettait beaucoup d'espoir dans un verdict final de la Cour suprême, à majorité républicaine, et dont il était espéré qu'en dernier recours, faisant référence à la fameuse décision *Bush v. Gore* de 2000, elle interviendrait pour invalider les résultats contestés et donner la victoire finale à Trump.

Sur les comptes Twitter circulaient mes mêmes chiffres biaisés, mêmes moqueurs, cartes présentant les résultats par comtés, et donc à dominance « rouge », photographies mettant en évidence les succès de foule des meetings de Trump opposés à la sobriété des sorties de Biden et vidéos se moquant d'un Joe Biden présenté comme sénile et même prononçant un soi-disant aveu de fraude.

Dès la mi-novembre, il est apparu que la démarche judiciaire avait échoué : le juriste démocrate Marc E. Elias comptera au moment de

l'investiture 64 victoires de son équipe sur Trump et ses alliés pour une seule victoire de ceux-ci¹. La stratégie de recours consistera dès lors à essayer de subvertir les résultats en essayant d'obtenir la certification des Grands Électeurs au Congrès en faisant pression sur les élus Républicains par le biais de l'opinion publique, dont la manifestation du 6 janvier à Washington marquera l'apogée tragique.

Les partisans du recours à la loi martiale

Les francophones qui ont suivi la campagne à travers les réseaux sociaux ont pu percevoir un quatrième type de position qui a été largement occultée par la presse française : la ligne visant à établir la loi martiale. La possibilité d'un rôle de l'armée dans le processus électoral avait été écartée dès le mois d'août par le chef de l'état-major, le General Mark Milley². Néanmoins la possibilité juridique en était suggérée par la revue *Military Law* dès le 23 octobre, quinze jours avant les élections³ et l'hypothèse circule sur de nombreux comptes Twitter américains dès le 3 novembre, lorsque se dessine la défaite de Trump. Quelques comptes Tweeter français suivent à partir du 6 novembre (les deux principaux, Pepe Van Cleef et Kayzer Sozey comptent respectivement 2020 et 4720 abonnés). L'hypothèse va se préciser au fil des semaines et sera proposée par deux généraux à la retraite : le 28 novembre, le Général Flynn, à peine gracié par Trump, évoque la fraude par les ordinateurs Dominion manipulés par la Chine, la Russie et l'Iran et les qualifie de trahison⁴. Trois jours plus tard, le 1^{er} décembre, le jour où William Barr reconnaît qu'il n'est pas possible de prouver la fraude, le Lieutenant General McNerney lance la fausse nouvelle de soldats morts dans une opération de saisie d'ordinateurs à Francfort, où aurait été centralisée l'opération de fraude informatique et invoque le recours à la loi martiale, et suggère

1 Marc E. Elias et son équipe ont mis en place la base données Democracy Docket qui permet d'accéder à tous les actes (plaintes, défenses, jugements) des différentes procédures engagées. Voir https://www.democracydocket.com/case_type/post-election/

2 R. Browne, « Top US general tells Congress the military won't play a rôle in the 2020 election », *edition.cnn.com*, 28 August 2020.

3 S. Sicard, « How the president could invoke martial law », *militarylaw*, 23 October 2020.

4 B. Howse, « WWV-TV Exclusive: Lt. General Michael Flynn's First Interview Since President Trump's Pardon », *worldviewweekend.com*, 28 November 2020

le report *sine die* du vote du Collège électoral et de l'investiture¹. Ces propositions sont reprises le même jour par un avocat proche de Trump, Lin Wood, et modulée de manière plus discrète par l'avocate Sidney Powell, qui s'est positionnée en première ligne pour dénoncer la supposée fraude informatique².

La rapidité avec laquelle cette hypothèse s'est propagée parmi les trumpistes français, alors même qu'elle n'est pas évoquée par la presse française, mérite d'être signalée car elle est révélatrice de la prédisposition de nombre d'entre eux à accepter une solution « à la Pinochet » pour renverser le résultat d'une élection démocratique³. Dès le 1^{er} décembre, la chaîne Vivre sainement diffuse sur Odysée.com une capsule avec la traduction de l'appel du Général McInerney (plus de 54 000 vues, 2685 likes). Sur Twitter, l'hypothèse est reprise par quelques dizaines de comptes (dont ConspJustice, 11 400 abonnés), qui s'inscrivent peu ou prou dans la mouvance de QAnon, mais pas seulement. Le 4 décembre, Dreuzinfo publie, sans commentaire, la traduction de l'article du 23 octobre de *Military Law*.⁴

Le fait que le Général Flynn et Sidney Powell aient fait partie des personnalités réunies par Trump à la Maison Blanche le 19 décembre, quatre jours après le vote du Collège électoral a relancé l'hypothèse d'un recours à la loi martiale⁵. L'hypothèse est alors soutenue par le Comité Trump France et aussi Jean-Michel Cadenas, Lieutenant-Colonel à la retraite et membre du Conseil National du Rassemblement national. Mais elle est démentie le 20 décembre par Sidney Powell puis par un tweet bref de Trump qui parle de *fake*

1 B. Howse, "Exclusive: 3-Star General McInerney Calls For Martial Law, Tribunals & Investigation of Treason", », worldviewweekend.com, 1st December 2020

2 H. Altman and al., « Calls for martial law and US military oversight of new presidential election draws criticism, », militarytimes.com, 2 December 2020

3 Le 4 décembre, un « soldat numérique » breton, EU#BZH842, me citera tout de go le film *La spirale* d'Armand Mattelart.

4 P. Rehov, « *Le Président Trump pourrait avoir recours à la loi martiale pour sauver les USA* », dreuz.info, 4 décembre 2020.

5 Le terme de *martial law* n'a apparemment été prononcé, mais Flynn et Powell étaient bien venus, sans y avoir été invités, à la Maison Blanche vendre à Trump le recours à son Executive Order de septembre 2018 sur l'ingérence étrangère comme ultime solution. Trump semble avoir hésité un moment pour finalement continuer à suivre la ligne procédurière-séditieuse de Giuliani. Sur cette rencontre, voir J. Swan and Z. Basu, « Bonus episode: Inside the craziest meeting of the Trump presidency », axios.com, 2 February 2021.

news. La crainte d'un tel scénario se maintiendra cependant et prendra une ampleur telle que l'U.S. Army publiera un communiqué insistant sur sa loyauté à la Constitution. Dix anciens Secrétares d'État à la Défense publieront le 10 janvier 2021 un communiqué rappelant que l'armée n'a pas à intervenir dans le processus électoral.¹

Les insurrectionnels

L'attaque du Capitole, le 6 janvier 2021, fait apparaître (ou confirme) parmi les trumpistes français, un cinquième type de positionnement, celui de l'adhésion aux pratiques insurrectionnelles, dont les Démocrates et sept sénateurs Républicains considéreront lors du procès d'*impeachment* qu'elles ont été incitées par Donald Trump.. Alors que Marine Le Pen condamne l'attaque et les violences (sans en attribuer vraiment la responsabilité à Trump), nombre de trumpistes français vont s'enthousiasmer pour l'insurrection et refuser de la condamner. Le Comité Trump est lui aussi très enthousiaste et tweete, trois jours après l'attaque et sa condamnation par Trump et par la quasi-unanimité des commentateurs français « Nous ne condamnons pas ». C'est aussi le cas de Florian Philippot ou de Silvano Trotta.

Les adeptes français de la mouvance QAnon vont encore plus loin : malgré le fait que le Congrès ait confirmé l'élection de Biden, nombre d'entre eux espèrent une initiative de l'armée. À partir du 10 janvier, différents comptes affirment que Trump a finalement signé une décision sur base de l'Insurrection Act. Dès lors, les adeptes de QAnon se mettront à espérer, jusqu'au jour de l'investiture, une entrée en scène de l'armée. C'est le cas notamment du locuteur anonyme de La Croix du Sud qui, le 19 janvier, à la veille de la cérémonie de l'investiture propose l'hypothèse que le déploiement des forces armées autour du Capitole correspond à la préparation d'un coup d'État que les militaires vont accomplir dès que Biden aura prêté serment, de manière à ce que Trump ne puisse être accusé d'en avoir donné l'ordre puisque son mandat sera terminé.² La cérémonie

1 A. Carter and al., « Opinion : All 10 living former defense secretaries: Involving the military in election disputes would cross into dangerous territory », *washingtonpost.com*, 3 January 2021.

2 La Croix du Sud, « La Capsule #22 - L'armée entre en scène », 19 janvier 2021. Cette

d'investissement a été pour les adeptes de QAnon un important moment de désarroi. L'analyse de ce désarroi et des discours de repositionnement mériterait à lui seul une analyse.

Quelle est la signification du trumpisme francophone ?

Comme le font remarquer divers analystes politiques, l'analyse du trumpisme ne peut se limiter à la seule analyse des phénomènes de désinformation favorisés par les réseaux sociaux. Une analyse socio-politique se doit d'analyser plus en profondeur les raisons du succès de ces mouvements. Quelques politistes américains ont souligné l'alliance paradoxale que constitue le trumpisme entre des milliardaires et les classes populaires des États-Unis dans les zones industrielles les plus touchées par la crise et dans les zones agricoles¹. L'abondante communication des trumpistes francophones durant la période électorale et surtout la période controversée de la transition reste malgré tout trop marginale et insuffisamment documentée en ce qui concerne son financement pour qu'on puisse en proposer une interprétation aussi articulée.

Le soutien de l'extrême-droite et de la droite conservatrice françaises à Trump prend à rebours sa propre tradition d'anti-américanisme, affirmée depuis les lendemains de la Première Guerre mondiale, en particulier chez Charles Maurras². Elle n'est cependant pas complètement originale, si l'on se souvient de l'enthousiasme qu'avait suscité l'élection de Ronald Reagan chez un Jean-Marie Le Pen. Le développement de la société étatsunienne est perçue comme un triomphe d'une conception matérialiste et mécaniste du monde. Elle est porteuse de cosmopolitisme, implicitement ou explicitement attribué aux Juifs, qui constitue un risque pour les traditions nationales. Cet anti-américanisme se renouvelle à la fin du XXe siècle dans les publications du GRÈCE, puis dans le tournant

vidéo a été vue en quinze jours, par près de 122 000 personnes sur Youtube et par près de 9000 personnes sur Odysée.

1 J. Hacker and P. Pierson and, *Let them eat Tweets : how the right rules in an age of extreme inequality*, Liveright Publishing Corporation, 2020.

2 Voir notamment D. Lacorne, J. Rupnik, M.-F. Toinet (dir.), *L'Amérique dans les têtes. Un siècle de fascinations et d'aversion*, Hachette, 1985 ; . Fauré et T. Bishop (dir.), *L'Amérique des Français*, François Bourin, 1992 ; P. Roger, *L'Ennemi américain. Généalogie de l'antiaméricanisme français*, Seuil, 2002.

anti-mondialiste, russophile, que Marine Le Pen donne au FN en 2011. Plus récemment, dans le discours d'un Éric Zemmour, les États-Unis sont présentés comme le foyer des mouvements exécrés parce qu'ils détruisent les valeurs traditionnelles de la famille blanche et chrétienne : esprit libéral et anti-autoritaire, multiculturalisme, féminisme, reconnaissance des droits des minorités sexuelles, etc. Comme se plaisait à le souligner Éric Zemmour, le meilleur ennemi de la France ne sont pas la gauche, le progressisme et l'humanisme, mais l'« empire libéral américain »¹. En promouvant un discours politique de rétablissement des traditions et en s'attaquant aux combats idéologiques des libéraux américains, Trump, qui est pourtant un des produits du capitalisme agressif et de ce qu'il y a de plus trivial dans l'industrie culturelle américaine, renverse cet anti-américanisme de la droite conservatrice et de l'extrême-droite française.

De toute évidence, les trumpistes francophones les plus influents ne sont pas des locuteurs sans formation, appartenant aux milieux populaires, lesquels seraient légitimement à la recherche d'une expression supposée correspondre à leurs intérêts propres, mais sont peu formés à la recherche d'information et à la démarche critique. Considérés d'après leurs professions, les principaux locuteurs trumpistes que nous avons pu identifier sur Twitter sont un professeur d'université, des journalistes et éditorialistes, des dirigeants de PME, des avocats, des informaticiens, des écrivains, des professionnels de la communication, un trader, un acteur, un artiste illustrateur, des militaires de haut grade, des traducteurs maîtrisant très correctement l'anglais et le français, soit des professions qui ne correspondent pas vraiment à celles des classes populaires. Mais il est vrai qu'il s'agit là de la minorité identifiable, alors que la majorité des soldats numériques interviennent sous des pseudonymes qui rendent impossible l'identification de situation sociale, même de manière minimale. Il s'agit dans la grande majorité d'hommes, mais certains comptes, parmi les plus radicaux, sont tenus par des femmes.

L'importance du trumpisme francophone sur les réseaux sociaux ne paraît pas, dans l'ensemble, résulter d'une organisation ou d'un

¹ Voir à ce sujet M. Aït-Aarab, « Déclin français et antiaméricanisme ; invariants et nouvelles thématiques du discours réactionnaire » in P. Durand et S. Sindaco, *Le discours néo-réactionnaire*, CNRS Éditions, 2015, pp. 157-167.

financement extérieur. En définitive, la pratique du trumpisme francophone sur les réseaux sociaux est probablement à considérer, pour nombre d'intervenants, comme faisant partie d'une phase de positionnement au sein de la droite conservatrice et de l'extrême-droite en préparation des élections présidentielles de 2022. Pour les petits candidats d'extrême-droite, le commentaire de la transition a constitué une occasion d'occuper un créneau largement délaissé par Marine Le Pen et les principaux intervenants du RN. Pour le Comité Trump France, la campagne a été l'occasion de dénoncer le manque de foi de la « droite versaillaise », incarnée par *Le Figaro* et *Valeurs actuelles*. Pour d'autres, éditorialistes et essayistes, l'engagement trumpiste a pu correspondre à un acte de candidature comme conseiller en matière de géopolitique auprès d'un possible gouvernement à venir, né d'une alliance entre Rassemblement national et droite conservatrice. La convergence de l'adhésion au trumpisme et du militantisme contre les mesures de politiques sanitaires prises par les gouvernements français, belges et canadien est évidente dans un nombre important de cas, et en particulier ceux de Silvano Trotta et d'Alexis Cossette.

Bien que la validité méthodologique des micro-sondages sur Twitter prête à discussion, les réponses à la question « Quelle a été la meilleure réalisation de Donald Trump jusqu'ici ? » posée par le Comité Trump France sur son compte Twitter le 12 novembre 2020 ne manquent pas d'intérêt : sur les 3736 votes exprimés, 57,9 % répondent l'économie ; 24,4 % le retrait de troupes, 11,2 % les nominations à la Cour suprême et 6,5 % la construction du mur. L'adhésion française au trumpisme serait donc avant tout motivée par l'adhésion au patriotisme économique plutôt que par le pacifisme, la défense des valeurs sociétales ou la lutte contre l'immigration. Cette valorisation du patriotisme économique converge évidemment avec la critique du libre-échangisme reproché à l'Union européenne et au macronisme.

La défaite de Trump ne signifiera toute évidence pas la fin du trumpisme. Les premières semaines du mandat de Biden, l'annonce de la possible création d'un nouveau parti patriotique et la procédure d'*impeachment* offrent aux trumpistes l'occasion de continuer à alimenter leur public en informations, propos polémiques et espoir de retour au pouvoir.

Une idéologie du doute

Après l'attaque du Capitole, le gouvernement français, interpellé par le FBI, a confié une mission aux services d'enquête de la police nationale, de la gendarmerie et à la Miviludes (Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires) pour cartographier le développement de QAnon en France et éventuellement qualifier ce mouvement comme une secte. Cette démarche sera-t-elle suffisante ? Comme le remarque Ethan Zuckerman, les institutions et les démocrates auraient tort de croire qu'il suffit de jeter le discrédit sur l'extrême-droite, sur les conspirationnistes et sur QAnon en particulier, pour résoudre le problème que ces mouvements créent pour la démocratie. Il fait remarquer, non sans paradoxe, que les réseaux sociaux, en donnant la possibilité à chacun de s'exprimer, ou à devenir un citoyen journaliste, comme le suggère le Général Flynn, sont bien porteurs d'un renforcement du projet d'émancipation démocratique et permettent la mise en évidence de problèmes ou de témoignages que les médias traditionnels avaient tendance à négliger. Le thème des « citoyens moutons » qu'il s'agit de réveiller sonne curieusement comme un lointain écho du constat que Jürgen Habermas faisait au début des années 60 de la dépolitisation des étudiants. Qu'on le veuille ou non, on peut retrouver dans le discours trumpiste, mais de manière caricaturale, des éléments des critiques marxisantes de l'oligopole médiatique, générateur d'un discours consensuel, formulées aux États-Unis notamment par Noam Chomsky ou en France dans les années 70 par les sartriens et les althussériens. La dénonciation des « BigTech » fréquente chez les trumpistes, par bien des aspects, rejoint, mais là aussi de manière simplifiée, non dialectique, les analyses que Herbert Schiller, Dan Schiller, Oliver Boyd-Barrett ou Armand Mattelart mènent, depuis les années 70, sur le rôle des télécommunications dans le déploiement de l'impérialisme américain. La critique de la supposée « censure » par les GAFAM a ressoudé les différents courants du trumpisme suite aux purges de comptes au lendemain du 6 janvier, mais elle a aussi reçu le soutien des courants insurrectionnels de La France Insoumise¹ et a relancé chez les démocrates de toutes tendances le

¹ Remarquons que François Ruffin et Danielle Obono ont tweeté pour dénoncer la clôture du compte Twitter de Donald Trump alors qu'ils n'avaient pas tweeté pour condamner

débat sur la nécessité d'une réglementation publique des pratiques de modération des réseaux sociaux.¹

Le problème est bien évidemment, par rapport à la tradition occidentale des Lumières, que le « grand réveil » promu par QAnon se mue, comme le souligne Ethan Zuckermann, en doute radical. Un des effets paradoxaux est que ce doute, poussé à l'extrême conduit la critique progressiste à venir à la rescousse des médias dominants qu'elle dénonçait jadis. La critique du doute complotiste finit par donner l'apparence du repli conformiste au point qu'Edgar Morin a pu tweeter, dans le contexte de l'émoi créé le 15 novembre 2020 par le film *Hold-Up* « *Toute contestation d'une affirmation officielle ou d'une croyance largement répandue peut désormais être considérée comme «complotiste»*. Ce que l'auteur de *l'Esprit du Temps* paraît négliger dans cet aphorisme est que l'esprit doutant des complotistes, limité en lui-même, fait fi de la rationalité critique et de la réélaboration d'une lecture du monde pertinente. Le doute qui ne débouche que sur des fantaisies complotistes, de nouvelles formes d'obscurantisme, et, en dernier recours de nouvelles formes de culte de la personnalité et d'appel à l'insurrection et à l'autoritarisme militaire, n'est pas émancipateur mais agent d'aliénation et, dans les cas extrêmes, générateur d'attaques violentes contre les institutions démocratiques.

André Lange est collaborateur scientifique de l'Université de Liège

l'attaque du Capitole.

1 Sans entrer ici dans l'analyse de cette question, notons que rares ont été les commentaires prenant en compte la complexité du dispositif réglementaire américain ni les propositions de Digital Service Act et le Digital Market Act présentées par la Commission européenne le 20 décembre 2020.